

Le Canada était membre du Conseil de sécurité durant les six derniers mois de 1990, période pendant laquelle la communauté internationale a mené la campagne diplomatique la plus intense des dernières décennies en vue d'amener l'Iraq à retirer ses troupes du Koweït. Nous avons participé activement à la négociation et à l'élaboration des résolutions du Conseil de sécurité concernant le Koweït et coparrainé 10 d'entre elles. Nous avons pris des initiatives pour atténuer les bouleversements causés par l'invasion iraquienne et tenter d'obtenir un retrait pacifique.

En août, le Canada a fourni 75 millions de dollars en aide humanitaire dont une partie considérable est allée à la Jordanie et à l'Égypte, et nous avons versé rapidement les sommes que nous avions promises. Pendant toute cette période, le Canada a insisté sur le rôle essentiel de l'ONU et, surtout, pressé les États-Unis de collaborer avec celle-ci au lieu d'agir seuls.

Comme nous supposons que les dirigeants des pays islamiques en développement auraient peut-être plus d'influence sur Saddam Hussein que nous, nous avons encouragé nos amis du Commonwealth et de la Francophonie - les dirigeants du Bangladesh, du Nigeria, du Sénégal et du Mali - à se rendre à Bagdad, mais Saddam Hussein a refusé de les recevoir.

À la fin de novembre, je me suis entretenu avec les présidents Ozal et Moubarak ainsi qu'avec le roi Hussein et le premier ministre Shamir. En se fondant sur ces discussions, le premier ministre Mulroney a proposé un plan de paix que M. Perez de Cuellar est allé soumettre à Bagdad. Ce plan se composait des éléments suivants : retrait complet de l'Iraq; mise sur pied d'un processus de règlement des différends entre l'Iraq et le Koweït; maintien garanti de toutes les frontières; engagement à régler les autres problèmes du Moyen-Orient.

Il s'agissait là essentiellement des éléments que la France a proposés publiquement quelques jours plus tard, après que Saddam Hussein eut refusé de parler sérieusement de paix avec le Secrétaire général des Nations Unies. Ces éléments représentaient le seul fondement général d'un règlement. Maintenant, l'Iraq nous fait savoir qu'il souhaite un règlement pacifique. Il est regrettable que ce changement d'attitude soit survenu si tard.

C'est avec une vive déception que nous avons vu Saddam Hussein rejeter tous les efforts de paix et forcer la communauté internationale à lui déclarer la guerre. Le Canada, comme les autres pays qui appuient fermement les Nations Unies, s'emploie aujourd'hui à obtenir par la force ce que la communauté internationale n'a pu obtenir par la diplomatie. Quelque 2 500 militaires canadiens, hommes et femmes, se trouvent